ASSEMBLÉE NATIONALE

15 février 2021

PROGRAMMATION LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS MONDIALES - (N° 3887)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 569

présenté par

Mme Krimi, M. Kokouendo, Mme Kuric, M. Claireaux, Mme Lenne, Mme Vanceunebrock,
Mme Saint-Paul et M. Laabid

ARTICLE PREMIER**CADRE DE PARTENARIAT GLOBAL**

Après l'alinéa 39, insérer l'alinéa suivant :

« La France garantit au moins 70 % des ressources de l'aide publique au développement à destination des projets, programmes et politiques visant à mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes. Seront concernés les domaines de la santé, de la nutrition, de l'eau et de l'assainissement et de l'éducation. Ces subventions seront destinées exclusivement aux pays en développement, dont les pays les moins avancés (PMA), afin qu'ils disposent de moyens adéquats et d'une planification pour les mettre en œuvre. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour objectif de prioriser l'aide de la France à destination des pays qui en ont le plus besoin. Il s'agit de garantir la majorité des fonds publics pour l'aide au développement pour les populations les plus vulnérables. En effet, ces pays et leurs populations sont particulièrement impactés par les inégalités sociales et économiques. La pauvreté, la corruption, les trafics illicites, la menace et parfois la présence de groupes terroristes empêchent tout projet de développement sur le long terme. La crise liée au Covid-19 a empiré la situation de ces PMA. Il y a nécessité à ce que la France affirme qu'elle priorise d'abord son aide à ces pays.